

**Mémoire présenté dans le cadre des
consultations prébudgétaires de 2019**

**Par : Jonathan Wright, président-directeur
général**

NuVista Energy Itée

L'industrie énergétique du Canada occupe actuellement une position unique, mais elle a atteint un point charnière pour déterminer son avenir. Le secteur pétrolier et gazier est l'une des plus grandes industries du Canada et joue un rôle clé dans l'économie du pays. Grâce à l'adoption des dernières technologies d'extraction, la disponibilité des ressources a connu une croissance appréciable au Canada. Parallèlement, la demande mondiale d'énergies de toutes sortes continue de croître à un rythme rapide, ce qui crée un débouché important pour le Canada. En même temps, il y a un consensus international sur le besoin de s'attaquer aux changements climatiques mondiaux et de réduire les émissions de carbone générées par le réseau mondial de l'énergie. Par ailleurs, notre plus grand marché de l'énergie a été celui des États-Unis, mais ce pays est devenu notre plus grand concurrent. L'industrie canadienne souffre à cause d'un certain nombre d'écart concurrentiels par rapport à d'autres pays – surtout les États-Unis –, auxquels il faut remédier.

Augmentation de la demande mondiale en énergie

La consommation mondiale d'énergie de pétrole et de gaz naturel augmente et continuera de le faire pendant un certain temps. L'énergie renouvelable provenant du secteur de l'électricité connaît un développement rapide, mais pas à un rythme qui lui permette de répondre à la demande croissante. Dans l'industrie aérienne, on ne connaît pas de carburants de remplacement pour le carburant pour avions, et les voitures électriques n'en sont qu'à leurs débuts, en plus d'être trop coûteuses. Entre-temps, les pays en développement continuent à assurer la croissance de leurs économies et augmentent leur consommation d'énergie, y compris l'utilisation du charbon. Cette situation persistera avec ou sans la présence du pétrole et du gaz naturel du Canada dans le marché mondial. Réduire la production canadienne de pétrole et de gaz naturel, ou bien l'empêcher de croître, n'aura aucun effet sur la consommation mondiale, puisque d'autres fournisseurs combleront le vide. Actuellement, les fournisseurs à l'extérieur du Canada qui peuvent accroître de manière significative leur production de pétrole et de gaz naturel sont surtout les pays de l'OPEP, la Russie et les producteurs étatsuniens de pétrole de schiste. Le bilan du secteur de l'énergie du Canada sur le plan environnemental est meilleur que celui de tous ces pays, y compris les États-Unis. L'énergie au Canada est produite de la manière la plus sûre et la moins nuisible à l'environnement de tous les autres pays du monde.

Cette croissance de la demande énergétique est confirmée par le Scénario des nouvelles politiques des Perspectives énergétiques mondiales de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui prévoit que la demande mondiale en énergie augmentera de 30 % d'ici 2040. Cette demande croissante est créée par l'augmentation de la population et par une urbanisation et une industrialisation croissantes, surtout en Asie. Il y aura une augmentation considérable de l'utilisation du charbon pendant les prochaines années dans bon nombre de pays, surtout dans le secteur de l'énergie électrique, ce qui augmentera les GES. Le Canada et le monde sont actuellement confrontés à un défi de taille pour répondre à cette demande croissante pour des sources d'énergie sûres, fiables et peu coûteuses, tout en réagissant aux répercussions des changements climatiques et au besoin de faire la transition vers un régime énergétique et une économie à faibles émissions de carbone au cours des prochaines décennies. S'ils sont abordés dans un contexte équilibré et responsable au cours des années, ces deux impératifs ne sont pas

incompatibles. En fait, au Canada, ils doivent aller de pair, car notre pays est chef de file à ce chapitre.

Occasions économiques pour le Canada

L'industrie énergétique du Canada est un des plus importants moteurs de notre économie, directement, et aussi grâce à ses liens à d'autres industries comme les secteurs pétrochimique, manufacturier, et de génération d'électricité. Pour les Canadiens, les ressources pétrolières et gazières continuent à représenter un approvisionnement en énergie sûre, fiable et abordable, tout en créant des emplois et en favorisant la prospérité économique dans toute la chaîne de valeur. De plus, l'exploitation pétrolière et gazière représente une excellente occasion de croissance économique inclusive pour réaliser des progrès tangibles au niveau de la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada.

Avec l'augmentation de la demande de gaz naturel liquéfié de 2022 à 2030, le moment est propice pour le pétrole et le gaz canadiens de pénétrer de nouveaux marchés. En tant que cinquième producteur le plus important de gaz naturel, le Canada doit agir pour profiter de ce débouché et continuer à jouer un rôle important afin de répondre à la demande d'énergie mondiale et de diminuer l'insuffisance de ressources énergétiques dans le monde. Nous pouvons faire cela d'une manière qui contribue à réduire les émissions globales de carbone et qui classera le Canada parmi les chefs de file mondiaux dans les normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale. Si les ressources du Canada ne sont pas exploitées pour répondre à cette demande, l'approvisionnement sera fourni par d'autres pays dont les normes environnementales et sociales sont inférieures aux nôtres.

Conciliation entre l'environnement et l'économie

En même temps que se présente cette occasion économique, il existe également un consensus international sur le besoin de s'attaquer aux changements climatiques mondiaux et de réduire les émissions de carbone du réseau mondial de l'énergie. Le Canada s'est engagé à travailler pour réduire de façon importante les émissions des gaz à effet de serre, grâce à son engagement à l'Accord de Paris de 2015 et au Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. L'industrie pétrolière et gazière canadienne reconnaît le besoin de s'attaquer aux changements climatiques globaux et appuie largement les objectifs en matière de politique climatique et les cadres politiques mis en œuvre par les gouvernements du Canada, pourvu que ces politiques soient mises en œuvre de manière à encourager l'industrie à réduire les émissions des gaz à effet de serre, tout en réglant les problèmes de compétitivité des secteurs qui font concurrence dans le marché libre aux sociétés qui mènent leurs activités dans des pays ayant des politiques climatiques moins affirmées.

Les producteurs canadiens de pétrole et de gaz collaborent dans des initiatives technologiques et d'innovation dans le but de réduire l'intensité des émissions des GES et de dissocier la croissance de la production de celle des émissions. En ce qui a trait au gaz naturel, l'électrification considérable et les réductions des émissions de méthane offrent la possibilité d'augmenter de 50 % la production, tout en maintenant les émissions absolues de GES à des niveaux égaux ou inférieurs aux niveaux actuels. Cependant, il existe des problèmes

commerciaux et relatifs à l'infrastructure de transport qui doivent être résolus pour permettre d'atteindre le niveau d'électrification nécessaire. Les exportations canadiennes de pétrole et de gaz qui produisent des émissions moindres que les sources concurrentielles d'énergie alternative du marché auront l'effet de réduire les émissions mondiales de GES. Ces mesures, qui visent à favoriser la compétitivité du carbone issu de la production pétrolière et gazière canadienne ainsi que l'utilisation de compensations vérifiées et de crédits internationaux, contribueront également à aligner les aspirations énergétiques et climatiques du Canada.

Le Canada a donc l'occasion de jouer un rôle de leader dans la transition mondiale vers une économie et un système énergétique à faibles émissions de carbone, avec la vision suivante : **Le Canada est un fournisseur de choix de pétrole et de gaz rentables et concurrentiels au carbone pour les marchés domestiques et mondiaux, produits selon des normes de rendement environnementales et sociales les plus avancées.**

Questions de compétitivité

Pour pouvoir profiter de cette occasion, l'industrie pétrolière et gazière est d'avis que l'industrie et les gouvernements doivent prendre des mesures impératives pour combler rapidement les lacunes importantes et systémiques par rapport aux pays concurrentiels, notamment aux États-Unis. L'urgence découle de la confluence de plusieurs facteurs, le plus remarquable étant l'élan renouvelé de la migration des investissements capitaux vers d'autres pays, les défis liés à attirer de nouveaux investissements au Canada, et le moment de la prochaine occasion favorable pour accéder aux marchés internationaux du gaz naturel. Une fois établi, cet élan négatif est difficile à faire inverser, et cela nécessitera beaucoup de temps. Ainsi, l'industrie pétrolière et gazière du Canada est à un point critique en ce qui concerne les décisions prochaines sur plusieurs grands projets d'investissements.

Le Canada continue de jouir d'un certain nombre d'attributs positifs en ce qui concerne l'attraction de l'investissement, dont la quantité et la qualité des ressources, des normes environnementales de classe mondiale, et des régimes de redevances compétitifs. Cependant, l'industrie et les investisseurs croient tous les deux que la compétitivité du secteur pétrolier et gazier du Canada fait face à de plus en plus de défis. Les investissements dans le secteur canadien du pétrole et du gaz sont à la baisse, et le secteur éprouve des difficultés à attirer de nouveaux capitaux. Bien que les évaluations fluctuent, des données récentes recueillies sur l'industrie indiquent que les sociétés canadiennes du secteur du gaz naturel riche en liquides sont évaluées à une valeur moindre que leurs homologues étatsuniens. Nombre de gros producteurs et de sociétés de services redirigent les investissements et les emplois connexes vers d'autres pays. En même temps, les petits et moyens exploitants canadiens ont de graves difficultés à trouver du financement. Depuis 2012, le nombre de petites sociétés s'est vu réduit de près de 50 % (de 49 à 25 sociétés).

Ces problèmes de compétitivité découlent de plusieurs facteurs, dont la structure des coûts; des changements dans le climat de l'investissement, comme les modifications de la politique fiscale des États-Unis; des contraintes liées à l'accès aux marchés et les répercussions négatives qui en résultent sur les prix; les échéanciers et la complexité des processus de réglementation;

et des problèmes de perception auprès du public. Le Canada est notamment confronté à des problèmes d'accès aux marchés, ce qui empêche la croissance de la production et les avantages qui en découleraient. Le Canada perd sa part du marché du gaz naturel au profit des États-Unis, dans des régions du Canada et des États-Unis qui sont habituellement approvisionnées par des sources de gaz canadiennes et, à ce jour, le pays n'a pas participé à la croissance rapide des marchés d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Ce manque de possibilités d'accès aux marchés se manifeste par d'importantes réductions de prix pour le pétrole et le gaz canadiens.

Assurer la compétitivité du Canada rétablirait la confiance des investisseurs, nécessaire pour attirer des capitaux et pour faire croître de manière durable l'industrie et l'économie canadiennes. Les mesures potentielles pour traiter de cette question relèvent de l'industrie et des gouvernements, qui doivent collaborer avec les intervenants et les peuples autochtones.

Pour sa part, l'industrie a réduit – et continue de le faire – la structure des coûts et s'attaque au volume des émissions des GES en cherchant à rehausser son efficacité et en utilisant de nouvelles technologies et des systèmes et des processus novateurs.

Cependant, l'industrie est d'avis que ces mesures ne peuvent pas à elles seules surmonter les défis de la compétitivité. Dans le cas du gaz naturel, la modélisation industrielle de l'économie représentative montre une lacune compétitive significative entre les investissements dans les gaz naturels riches en liquides (GNRL) et les occasions semblables aux États-Unis. Les modèles montrent que des investissements comparables dans les GNRL aux États-Unis ont environ le double du taux de rendement et un rendement qui est de un à deux ans plus rapide que celui des investissements canadiens. La grande partie de cette lacune découle des modifications au régime fiscal des États-Unis, en plus des coûts supplémentaires de la conformité aux politiques climatiques du Canada.

En conséquence, le gouvernement doit prendre, de toute urgence, les mesures suivantes pour s'attaquer aux défis de compétitivité :

1. Autoriser dès maintenant la déduction des coûts en capital à des fins fiscaux, à être appliquée de façon générale dans tous les secteurs de l'économie, d'une manière qui s'approche des réformes fiscales semblables des États-Unis.
2. Effectuer un examen conjoint des approches novatrices visant à financer les petites et moyennes entreprises de l'industrie pétrolière et gazière en amont. Par exemple, on se préoccupe de plus en plus des puits, des installations et des oléoducs inactifs. Le gouvernement fédéral devrait mettre en place des politiques et des instruments financiers comme les déductions pour actions, semblables aux frais d'exploration au Canada (FEC), pour inciter et faciliter l'investissement nécessaire pour la mise hors service des puits, des installations et des oléoducs inactifs, ainsi que pour le forage de nouveaux puits visant la création de retombées économiques et la durabilité à long terme. Ce type d'approche pourra favoriser en même temps la création de bon nombre d'emplois, garantir les possibilités d'affaires pour les Autochtones, gérer un dossier environnemental de longue durée, et générer des recettes en redevance.

3. Augmenter le niveau de protection à environ 80 % de la couverture de l'agrégat des coûts de conformité des industries exposées au commerce et intensives en émissions, notamment le secteur pétrolier et gazier.
4. Honorer l'engagement de passer en revue le programme de crédits d'impôt à la RS-DE, et inclure l'innovation opérationnelle dans sa portée.
5. Jouer un rôle de premier plan pour faire remarquer sur la scène internationale des progrès du Canada dans la réduction des émissions de GES mondiales grâce à ses exportations de gaz naturel, et acheter des crédits à l'étranger en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris.
6. Appuyer la collaboration technologique, les infrastructures et l'innovation dans le secteur, notamment en ce qui concerne la commercialisation de l'électrification du gaz naturel riche en liquides en amont et du gaz naturel liquéfié en aval.

Le Canada doit être le fournisseur mondial de choix d'hydrocarbures pour répondre à la demande future à la hausse, en raison de ses ressources de calibre mondial, de son leadership dans la réduction des émissions de carbone grâce à la technologie, de ses travailleurs et de son respect des droits de la personne, en plus de son régime environnemental rigoureux. Les mesures recommandées aideront le Canada à demeurer compétitif à l'échelle mondiale, ce qui rétablira la confiance des investisseurs, attirera des investissements et mettra en place une plateforme pour obtenir un consensus sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière du pays. Tout cela pourra mener à une importante croissance dans le secteur, permettant de protéger les emplois et les travailleurs canadiens, offrant des occasions aux Autochtones, et contribuant à la prospérité économique nécessaire pour soutenir notre niveau de vie et notre qualité de vie, tout en permettant de faire la transition vers un régime économique à faibles émissions de carbone.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'John' followed by a stylized surname, with a long horizontal line extending to the right.